INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 1er juin 2022**

* En hausse en première partie de séance, les places boursières européennes ont basculé dans le rouge dans le sillage de l'orientation contrastée de Wall Street. Le CAC 40 a cédé 0,77% à 6 418,89 points. L'Euro Stoxx 50 a perdu environ 0,8%. A l'approche de la mi-séance, le Dow Jones abandonne 0,9% et le Nasdaq perd 0,8%.
* La séance a débuté sur une hausse prudente en Europe à la faveur du déconfinement de Shanghai.
* Pour autant, l'inquiétude à propos de l'inflation persiste à la suite de la publication des dernières données européennes. Pour preuve, les taux longs ont poursuivi leur remontée.
* En Europe, les enquêtes de S&P Global Market Intelligence auprès des directeurs d'achat ont confirmé le ralentissement dans le secteur manufacturier en mai. L'indice PMI de la zone euro est ressorti à 54,6, à comparer avec un consensus de 54,4 et une première estimation à 54,4. Il s'était élevé à 55,5 en avril. Il affiche un plus bas de 18 mois.
* Aux Etats-Unis, le constat est similaire. Le PMI est tombé à 57 en mai, soit son plus bas niveau de quatre mois. Il était de 59,2 en avril.
* Surtout, les marchés ont mal réagi aux commentaires de l'économiste en chef de S&P Global Market. Chris Williamson a déclaré que l'inflation des coûts s'était accélérée au rythme le plus rapide depuis six mois, même si les retards de livraison ont été les moins nombreux depuis 16 mois. Une mauvaise nouvelle qui pourrait inciter la Fed à opérer un resserrement monétaire très restrictif, quitte à fragiliser la première économie du monde.
* Cet après-midi, la Banque du Canada a relevé son taux directeur de 1% à 1,5%, la deuxième hausse consécutive de 50 points de base, et s'est dite prête " à agir avec plus de force s'il le faut pour honorer son engagement à atteindre la cible d'inflation de 2%".
* Grâce au déconfinement à Shanghai, le cours du baril de WTI américain gagne 2% à 116,5 dollars après vécu une fin de séance difficile hier. Le prix de l'or noir a perdu très rapidement plusieurs dollars après une information de presse selon laquelle l'Opep et ses partenaires, dont la Russie, allaient permettre au Kremlin de pas suivre ses quotas de production afin de compenser la chute de la demande européenne. De même, l'Opep pourrait pomper davantage pour compenser l'insuffisance éventuelle de production de la Russie. Le cartel se réunit demain.
* En avril 2022, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro était de 6,8%, un taux stable par rapport au taux enregistré en mars 2022 et en baisse par rapport au taux de 8,2% enregistré en avril 2021, a indiqué Eurostat, l’office statistique de l’Union européenne. Le taux de chômage de l'Union européenne était de 6,2% en avril 2022, un taux également stable par rapport au taux enregistré en mars 2022 et en baisse par rapport au taux de 7,5% enregistré en avril 2021.
* Le marché français des voitures particulières neuves, segment de référence sur le marché automobile, a reculé de 10,09% en mai 2022, sur un an, avec 126 813 nouvelles immatriculations. Tels sont les chiffres dévoilés par la Plateforme automobile (PFA). Le marché automobile reste affecté par la pénurie de semi-conducteurs. Par rapport à mai 2021, le groupe Renault (Renault, Dacia, Alpine) a vu ses ventes baisser de 7,5%. De son côté, le groupe Stellantis (Peugeot, Opel, Fiat…etc) a vu les siennes reculer de 9,8%.

Sur les cinq premiers mois de l'année, les nouvelles immatriculations accusent un repli de 16,92% à 600 897 unités.

Rappelons qu'en 2021, les nouvelles immatriculations avaient enregistré un gain symbolique de 0,5% à environ 1,66 million.

**SOCIETES**

* A la Bourse de Paris, Renault et Stellantis ont gagné 2,5% et 1,6% malgré la baisse de 3,5% des commandes de voitures neuves en mars en France. Le marché redoutait sans doute une baisse plus marquée.
* A l'opposé, TotalEnergies, un poids lourd du CAC 40, a cédé 2,6% sur des prises de bénéfices. Depuis le début de l'année, le titre affiche un gain de 21%.
* Depuis 2019, c’est la troisième acquisition d’envergure pour Saint-Gobain (-0,7% à 54,7 euros) en Amérique du Nord. Après Continental Building Products et GCP Applied Technologies, le géant français des matériaux de construction a conclu un accord définitif pour mettre la main sur Kaycan, une entreprise familiale de production et distribution de matériaux de construction d’extérieur au Canada et aux Etats-Unis. Le montant de la transaction atteint 928 millions de dollars américains en numéraire, soit environ 860 millions d’euros.

" Cette acquisition nous permet non seulement de renforcer notre présence sur le marché des clins de façade au Canada et aux Etats-Unis, mais également d'élargir notre offre vers les segments prometteurs et en croissance des revêtements de façade en aluminium et bois transformé, largement réalisés à base de matériaux recyclés, encourageant ainsi l'écosystème de circularité dans la construction ", a commenté Benoit Bazin, le directeur général de Saint-Gobain.

Fondé en 1974, Kaycan devrait réaliser un chiffre d'affaires de 472 millions de dollars américains et un Ebitda de 83 millions de dollars au titre de son exercice 2021-2022 (clos fin juillet). Le groupe compte 12 usines de production (dont 9 au Canada) et environ 1 300 employés.

Post-transaction, Saint-Gobain prévoit de céder la petite activité de distribution de Kaycan aux Etats-Unis. Cette dernière représente un chiffre d'affaires de revente à des tiers des produits Kaycan d'environ 70 millions de dollars américains et un Ebitda d'environ 10 millions de dollars.

Avant synergies, le prix d'acquisition correspond à un multiple d'environ 11,2 fois l'Ebitda 2021-2022 estimé de Kaycan. Après pris en compte des synergies, le multiple est d'environ 8.

" Les opportunités de synergies sont significatives et sont estimées à environ 30 millions de dollars américains pour la troisième année suivant la réalisation de l'opération ", a indiqué Saint-Gobain.

La réalisation de la transaction, qui est soumise aux autorisations usuelles, pourrait intervenir d'ici la fin de l'année 2022.

* Si Wavestone a réalisé un exercice 2021/22 en affichant une rentabilité opérationnelle solide, la société de conseil spécialiste de la transformation des entreprises se veut prudente sur l'exercice en cours. En Bourse, l'action Wavestone a perdu 0,4% à 49,45 euros après avoir cédé plus de 6% hier avant cette publication dans des volumes très importants.

Sur l'exercice 2021/22, le résultat opérationnel courant a bondi de 40% à 74,8 millions d'euros, faisant ressortir une marge opérationnelle courante de 15,9%, conforme à l'objectif, relevé en fin d'exercice, d'une marge supérieure à 15,5%. Pour mémoire, la marge opérationnelle courante dégagée un an plus tôt était de 12,8%.

Cette nette amélioration de la rentabilité est " le fruit d'un marché porteur et d'une très bonne performance commerciale et opérationnelle ", a expliqué Pascal Imbert, président du Directoire à l'occasion d'une rencontre avec les journalistes.

Wavestone a ainsi vu son chiffre d'affaires progresser de 13% à 470,1 millions d'euros, dépassant l'objectif de 462 millions d'euros. A taux de change et périmètre constants, la croissance annuelle s'est établie à 10%.

La société de conseil spécialiste de la transformation des entreprises a réalisé près de 1 000 recrutements bruts en 2021/22, au-delà de l'objectif, relevé en décembre 2021, de 900 embauches annuelles.

Cette bonne dynamique a permis au cabinet de compenser la hausse du taux de turn-over, qui s'est établi à 18% au titre de l'exercice 2021/22 contre une cible de 15%. L'objectif de Wavestone est de ramener graduellement son turn-over aux alentours de 15% au cours de l'exercice 2022/23.

Au 31 mars 2022, Wavestone comptait 3 732 collaborateurs, soit une hausse nette de 279 sur un an.

* CIS a grimpé de près de 4% à 9,7 euros par action sur la place de Paris, après avoir annoncé la signature de 2 contrats majeurs auprès d’acteurs internationaux du secteur de l’énergie. Le premier est un nouveau contrat offshore en Afrique de l’Ouest. Il s’inscrit dans le cadre du projet Grand Tortue Ahmeyin (GTA) pour le développement de deux champs de gaz offshore sur la frontière maritime entre le Sénégal et la Mauritanie.

Le projet, considéré comme l'un des plus importants au monde, doit fournir à compter de 2023 du Gaz Naturel Liquéfié pour l'exportation mondiale.

CIS fournit des services de restauration, d'hôtellerie et de facility management pour 400 personnes résidant sur les plateformes.

La deuxième bonne nouvelle du jour pour CIS est le renouvellement d'un contrat stratégique en République Démocratique du Congo avec une importante compagnie qui développe ses activités on shore et offshore.

Ce pays, où CIS opère depuis plus de 13 ans, dispose également de ressources minières parmi les plus importantes au monde.

* Le titre DWS a chuté de près de 6% à 31,4 euros à la suite de la démission de son directeur général, Asoka Woehrmann. Cette démission intervient au lendemain d’une perquisition visant Deutsche Bank et sa filiale spécialisée dans la gestion d'actifs liée à une enquête sur des soupçons de tromperie concernant le classement ESG de certains de ses produits. Asoka Woehrmann démissionnera à l'issue de l'assemblée générale annuelle du 9 juin et sera remplacé par Stefan Hoops, qui dirige la banque d'affaires de la Deutsche Bank.

"Aujourd'hui, après les trois années les plus fructueuses de son histoire, DWS est nettement plus rentable, est stable et a continué à enregistrer de bonnes performances dans un environnement de marché difficile. Dans le même temps, les allégations formulées à l'encontre de DWS et de moi-même au cours des derniers mois sont devenues un fardeau pour l'entreprise, ainsi que pour ma famille et moi-même. Afin de protéger l'institution et mes proches, je souhaite ouvrir la voie à un nouveau départ. " a déclaré Asoka Woehrmann.

* Capri Holdings, maison mère de Michael Kors et Versace, a réalisé au quatrième trimestre un bénéfice par action de 1,02 dollar, contre un consensus de 82 cents. Le chiffre d'affaires est ressorti à 1,49 milliard. Les analystes tablaient sur 1,41 milliard. Pour le trimestre en cours, le groupe de luxe table sur un chiffre d'affaires d'environ 1,3 milliard et un BPA de 1,35 dollar. Le consensus vise respectivement 1,35 milliard et 1,45 dollar. Capri a annoncé un nouveau programme de rachat d'actions d'un milliard de dollars.

**ANALYSES**

* En 2021, l'essentiel du débat sur les perspectives de l'économie mondiale se concentrait sur l'inflation : était-elle temporaire ou vouée à durer ? Les principales banques centrales et la plupart des experts de Wall Street avaient choisi le camp du transitoire. Ils expliquaient le problème par l'existence d'effets de base et de goulots d'étranglement temporaires, sous-entendant que le niveau élevé d'inflation retrouverait rapidement la zone cible des banques centrales, autour de 2 %.

De son côté, le camp de l'inflation persistante considérait que celle-ci demeurerait élevée, compte tenu de la surchauffe de l'économie, liée à une demande globale trop importante. Cette demande était animée par trois forces : maintien des politiques monétaires accommodantes, excès de politiques budgétaires de relance, et accumulation rapide d'épargne des ménages durant la pandémie, vouée à aboutir à une situation de demande refoulée une fois les économies rouvertes.

En plus d'une demande globale excessive, plusieurs chocs d'offre négatifs cumulés ont contribué à la hausse de l'inflation. La réponse initiale face au Covid-19 avait consisté en confinements, à l'origine de perturbations majeures des chaînes d'approvisionnement, et par conséquent à une réduction de l'offre de travail. Entre-temps, deux chocs d'offre supplémentaires sont survenus : l'invasion brutale de l'Ukraine par la Russie, qui a fait exploser les prix des produits de base (énergie, métaux industriels, produits alimentaires, engrais), et la stratégie « zéro Covid » de la Chine face au variant Omicron, qui a entraîné une nouvelle vague de goulots d'étranglement au niveau des chaînes d'approvisionnement.

L'inflation approchant désormais des deux chiffres, la Réserve fédérale américaine et les autres grandes banques centrales admettent que le problème n'est plus seulement temporaire, et qu'il est nécessaire de s'y attaquer d'urgence via un resserrement de la politique monétaire.

Intervient alors un nouveau grand débat : les décideurs économiques peuvent-ils préparer un « atterrissage en douceur » pour l'économie mondiale ? La Fed et les autres banques centrales affirment pouvoir élever leur taux d'intérêt juste assez pour faire retomber le taux d'inflation vers leur cible de 2 % sans provoquer de récession. Or, comme de nombreux autres économistes, je doute que ce scénario idéal - celui d'une économie ni surchauffée, ni refroidie - puisse se concrétiser. Le nécessaire degré de resserrement des politiques monétaires engendrera inévitablement un atterrissage brutal, sous forme de récession ou d'augmentation du taux de chômage.

Les chocs stagflationnistes réduisant la croissance tout en élevant l'inflation, ils constituent un dilemme pour les banques centrales. Si la priorité majeure de celles-ci consiste à lutter contre l'inflation tout en prévenant le danger d'un désancrage périlleux des prévisions d'inflation (une spirale salaires-prix), il leur faut alors abandonner les politiques expansionnistes non conventionnelles, et augmenter le taux directeurs à une cadence de nature à provoquer un atterrissage brutal. En revanche, si leur priorité réside dans la pérennité de la croissance et de l'emploi, il leur faut normaliser plus lentement les politiques, et risquer des prévisions d'inflation déstabilisantes, vouées à poser les bases d'une inflation persistante supérieure au niveau ciblé.

Le scénario d'un atterrissage en douceur semble par conséquent illusoire. Au stade actuel, la hausse de l'inflation est si persistante que seul un resserrement majeur des politiques pourrait la ramener dans la zone ciblée. Compte tenu des précédents épisodes d'inflation élevée, je situe personnellement à plus de 60 % la probabilité d'un atterrissage brutal dans les deux ans à venir.

Mais un troisième scénario est également possible. Les décideurs monétaires emploient actuellement un discours musclé pour exprimer leur volonté de combattre l'inflation. Or, cela ne signifie pas nécessairement qu'ils ne flancheront pas, et qu'ils ne laisseront pas le taux d'inflation dépasser la zone ciblée. Dans la mesure où l'atteinte de la cible signifie l'atterrissage brutal, ils pourraient finir par élever les taux pour ensuite trembler à l'approche d'une telle issue. Par ailleurs, le niveau de dette privée et publique est si colossale au sein du système (348 % du PIB au niveau mondial) que les hausses de taux d'intérêt pourraient entraîner encore davantage de ralentissements sur les marchés des obligations, des actions et du crédit, fournissant aux banques centrales une raison supplémentaire de rétropédaler.

Autrement dit, l'effort de lutte contre l'inflation pourrait aisément faire s'effondrer l'économie, les marchés, voire l'ensemble. Le degré modéré de resserrement opéré par les banques centrales secoue d’ores et déjà les marchés financiers, plusieurs indices boursiers clés montrant des signes de marché baissier (en chute de 20 % par rapport aux récents pics), les rendements des obligations continuant d'augmenter, et les spreads de crédit de s'élargir. Or, si les banques centrales flanchent maintenant, l'issue ressemblera aux années 1970, période de récession accompagnée d'une inflation élevée et d'un désancrage des prévisions d'inflation.

Quel est le scénario le plus probable ? Tout dépendra d'une combinaison de facteurs incertains : persistance de la spirale salaires-prix, juste niveau d'augmentation des taux directeurs pour maîtriser l'inflation. Il reste à observer quelle trajectoire prendra la guerre en Ukraine, et quels effets le conflit entraînera sur les prix des produits de base. Il en va de même pour la politique zéro Covid de la Chine. Dans tous les cas, nous pouvons craindre une récession dans les deux prochaines années.

**L’AGENDA DU 2 juin 2022**

Marchés fermés au Royaume-Uni (Spring Bank Holiday)  
  
**11h00 en zone euro**  
Prix à la production d'avril  
  
**14h15 aux Etats-Unis**  
Enquête ADP sur l'évolution de l'emploi privé en mai  
  
**14h30 aux Etats-Unis**   
Inscriptions hebdomadaires au chômage  
Nouvelle estimation de la productivité au premier trimestre  
Nouvelle estimation du coût unitaire du travail au premier trimestre  
  
**16h00 aux Etats-Unis**  
Commandes à l'industrie en avril  
  
**17h00 aux Etats-Unis**   
Stocks hebdomadaires de pétrole brut